



Numéro 1 « Siphonner les esprits »

**Entrevue avec Serge Deruette
par Olivier-John et Jos Tontlinger.**

Invité à répondre à nos questions pour le Numéro 1 de notre revue Why... not ! dont le thème librement interprétatif est « Siphonner les esprits », Serge Deruette, docteur en sciences politiques de l'ULB, est professeur à l'Université de Mons (UMONS) où il enseigne l'histoire des idées. Il s'intéresse notamment à l'utopie, un thème qui nous est très cher.

WN : « Siphonner les esprits ». Tel est le titre du Numéro 1 de notre revue d'écriture par l'image, Why... Not! qui peut se lire comme « et pourquoi pas l'Utopie ! »

Serge Deruette, quelle est l'idée utopiste qui vous tient le plus à cœur aujourd'hui ?

SD : Celle d'une planète qui survit aux dégâts engendrés par le capitalisme, et donc la fin de ce capitalisme qui détruit tout sur son passage, sans égard pour les populations présentes et à venir.

Il est fou de penser que sur deux siècles, l'humanité a pour ainsi dire pillé la plus grande partie de ses ressources naturelles. Il n'y a pourtant aucune raison d'être misanthrope : ce n'est pas l'humanité comme telle qui en est responsable, mais celle que le capitalisme a formée, conformée, déformée et formatée à l'aune de ses besoins. Une humanité aliénée par un système qui produit ses richesses non en fonction des intérêts de tous, mais de celui d'une minorité exclusivement mue par la soif de profits et qui, pour l'assouvir, écrase tout pour ce faire. Deux siècles seulement pour épuiser les ressources de la planète ! Et pourtant, combien de siècles l'humanité aura-t-elle encore à traverser, combien de millénaires, d'ères entières ? Et dans quelles conditions ? Avec quelles transformations de l'espèce humaine ?

Quelle transformation du monde ? Dans quelle forme d'organisation sociale aussi ?

WN : Quels sont les moments ou événements que vous considérez comme des réussites d'idées utopistes dans l'histoire ?

SD : Il y en a peu. C'est le propre de l'utopie de rester utopique, non ? C'est-à-dire de ne pas avoir de réalisation. Mais il existe des transformations politiques et sociales tellement profondes et rapides, inattendues et imprévisibles, que l'on peut dire qu'il s'agit d'utopies qui se sont concrétisées.

Ainsi en va-t-il des révolutions qui ont changé le monde d'une manière plus radicale que tout ce que l'on pouvait imaginer avant qu'elles se produisent. La grande révolution, la Révolution française, est de celles-là. Elle a supprimé l'Ancien Régime, que beaucoup voulaient réformer, mais qu'aucun ne pensait à révolutionner avant que les masses sans-culottes se soient mises en mouvement.

Ainsi en va-t-il aussi des révolutions que seul un petit groupe de révolutionnaires envisagent d'organiser et de diriger.

La révolution bolchevique est de celles-là, voulue par Lénine, qui parvient à convaincre les membres du Comité central de son parti à se lancer dans cette aventure inédite et insolite que personne d'autre n'osait imaginer. La révolution cubaine de 1959 également, pour le triomphe de laquelle un petit nombre de guérilleros avaient débarqué pour mener la lutte armée sur l'île.

Cependant, si l'on peut parler ici d'utopies qui se sont réalisées, il faut pour cela bien d'autres choses que les seules idées utopiques : il faut un rapport de forces qui le permette, l'émergence de nouvelles forces sociales susceptibles de les porter, l'appui des masses souffrantes et anonymes sans lesquelles aucune idée révolutionnaire ne peut s'imposer.

WN : Peindre nos sociétés et en imaginer de meilleures, tel est le rôle, utilitaire et subversif, de l'utopie qui ne vise pas à établir un monde parfait, mais qui propose plus modestement, mais radicalement, un monde où il ferait mieux vivre ensemble. Why... Not ! s'inscrit précisément dans cette recherche de sens commun et d'éthique qui laisse la part belle aux libertés créatives individuelles des contributeurs et contributrices. L'idée de base est de poser des questions essentielles plutôt que d'apporter des réponses idéologiquement marquées.

De quoi rêvez-vous précisément aujourd'hui ? Où se situe selon vous la frontière entre une Utopie réaliste (disons réformiste) et une Utopie plus radicale (disons révolutionnaire) ? De quelle Utopie aurions-nous besoin pour nos sociétés afin de répondre à l'idée d'une société basée sur la justice ?

SD : On a souvent tendance à opposer les initiatives individuelles et les initiatives collectives. C'est à mon sens une erreur. Face à la difficulté, voire à l'impossibilité d'imaginer une société radicalement

nouvelle, beaucoup y avancent l'idée, réaliste, que chacun puisse contribuer à transformer la société actuelle par une petite contribution personnelle, ce « petit geste pour la planète » dont on parle tant. Mais c'est précisément là nier toute utopie que de la limiter à ce qui est possible, accessible à chacun.

L'utopie d'une société qui ne serait plus dominée par le profit égoïste passe bien sûr par l'engagement individuel où chacun donne ce qu'il peut pour faire avancer les choses. Mais pourquoi limiter cet engagement à ce seul effort personnel ? Pourquoi

ne pas l'inscrire dans une perspective de changement beaucoup plus ambitieuse et réclamer une transformation profonde, non seulement des mentalités, individuelles, mais les structures collectives ?

Ne pas inscrire ces efforts individuels dans une perspective plus vaste, celle de mobilisations sociales ambitieuses, qui dépassent ces petites transformations de la vie quotidienne qui souvent, avouons-le, se réduisent à se donner bonne conscience, c'est se refuser de ne jamais pouvoir caresser l'utopie, de ne jamais même imaginer qu'une autre société soit possible, c'est en rester à « cultiver son jardin » alors même que la planète entière flambe, que les écosystèmes déraillent et que l'humanité en tant que telle est menacée.

Dans ce sens, les créateurs et les créatifs, les rêveurs et les artistes peuvent, à leur mesure, contribuer à l'utopie d'un monde nouveau. Non en imaginant qu'ils puissent y contribuer seuls et solitaires par la seule réalisation de leurs œuvres. Dans l'histoire de l'art, celles-ci ne sont que gouttes d'eau, et les changements sociaux profonds n'ont quant à eux que faire d'égos, et moins encore de « mouche du coche », ou de « grenouille voulant se faire bœuf ».

En revanche, que leurs œuvres éclatent comme autant de bombes face aux valeurs mainstream qui gouvernent et engourdissent la société ; que, derrière leurs particularités, derrière l'individualité de leurs auteurs, au travers d'elles, elles dénoncent et suggèrent, interrogent et interpellent, touchent et émeuvent celles et ceux qui sont abreuvés par les médias, par la pensée dominante — qui, comme l'on sait ou comme on l'oublie, n'est autre que celle des dominants. Que, à travers la singularité de la démarche individuelle de l'artiste, s'ouvrent des horizons nouveaux et inexploités qui résonnent, eux, universellement.

WN : En parlant des « sciences politiques » et pour rester sur le thème de l'Utopie, quelles seraient les conclusions et recommandations utopistes essentielles que la philosophie politique, et vous singulièrement, pourriez apporter urgemment au « champ de la science politique » qui éprouve toutes les peines du monde à proposer une sortie à la crise structurelle et multiforme que nous connaissons aujourd'hui ?

SD : Je pense qu'il n'existe pas une philosophie politique en tant que telle, mais que celle-ci recouvre différentes conceptions politiques et idéologiques qui peuvent être profondément opposées les unes

aux autres. La philosophie et, plus largement, ce que l'on appelle « la science politique » semblent faites exclusivement idées. C'est faux. Elles sont d'abord et avant tout façonnées et influencées par les réalités matérielles des sociétés qu'elles prétendent décrire et interpréter. Ce sont des caisses de résonance des sociétés qui les produisent, de leur structure, de leurs rapports de forces.

Elles n'ont en tant que telles aucune réponse plausible et sérieuse à apporter aux crises de ces sociétés auxquelles elles ambitionnent de porter remède... le mot « science » dont on elles se targuent – dont ceux qui s'en réclament l'affublent, en fait – ne doit pas faire illusion !

Les idées peuvent proposer des caps et des horizons nouveaux, mais elles sont impuissantes, seules, à les atteindre et les dépasser. Pour transformer la société, il faut que les idées, tout comme les œuvres de l'art, s'extirpent d'elles-mêmes, qu'elles soient portées par les des forces sociales jusqu'ici méprisées qui, grâce à elles,

trouvent le moyen d'espérer, de rêver puis de se mettre en marche pour construire une société nouvelle qui convient à tous et à chacun. Car les idées ne se baladent pas impunément dans les cieux éthérés de la pensée : elles n'ont d'existence que parce qu'elles expriment des forces sociales autant qu'elles sont portées par elles.

WN : Dans le contexte de la montée des inégalités qui touche la plupart des classes et strates sociales à l'échelle de la planète, on peut constater un certain nombre de « fractures » qui discriminent de plus en plus des pans entiers de la population. Fracture numérique, fracture linguistique, fracture économique, fracture culturelle, etc.

Là où le « communisme réel » a échoué et là où le « néolibéralisme » ne semble pas maîtriser la recette pour l'établissement d'une société « juste », comment définiriez-vous aujourd'hui les contours d'une troisième voie désirable ?

SD : Vaste question. Mais pourquoi toujours opposer le communisme d'hier et le libéralisme d'aujourd'hui ? Pourquoi toujours vouloir une troisième voie ? Laquelle ? Dans la grande crise de l'entre-deux-guerres, peut-être moins multiforme que la crise actuelle du capitalisme, mais tout aussi profonde, certains l'ont cherchée cette troisième voie entre socialisme et libéralisme. Mais ce n'était pas celle que nous pouvons désirer. Car la troisième voie, c'était celle du fascisme. Il n'y en avait pas d'autres. Aujourd'hui, le fascisme (ce qu'on appelle l'extrême droite) refait surface, prétendant renvoyer dos à dos communisme et libéralisme. Ce n'est pas cela que nous désirons, j'espère !

La force incommensurable qui domine aujourd'hui le monde et sous laquelle ploient les peuples, c'est celle du capitalisme qui, en crise, tel un fauve blessé, est d'autant plus agressif et violent. Ce n'est pas le « communisme réel » du passé, quand même ! J'ai l'impression qu'on aime si souvent les mettre dans le même sac pour mieux dédouaner l'omnipotence du capital, du capital superstar, seul aujourd'hui à dominer le monde. Ce que l'on compare sont en fait deux réalités bien différentes : l'une est du passé, l'autre du présent et même du très présent.

Il est vain aussi de mettre sur pied d'égalité leur échec à satisfaire les besoins du genre humain. Car là où le libéralisme a triomphé, c'était dans les sociétés les plus avancées, les plus développées de la planète, les plus riches, et riches d'une richesse qui se fondait sur l'exploitation du reste du monde.

Tandis que là où l'on a tenté le « socialisme réel », en Russie, en Chine, au Vietnam, à Cuba..., il s'agissait là de sociétés marquées par un retard historique d'autant plus important que ces sociétés étaient maintenues dans un état retardataire par le colonialisme puis l'impérialisme imposés par les sociétés les plus prospères de l'Europe occidentale et des États-Unis. Seules celles-ci pouvaient bénéficier de libertés et de ce que l'on appelle « démocratie » pour les refuser aux autres parties du monde qu'elles exploitaient.

Et donc, pour répondre à votre question sur les contours de la voie que je trouve la plus désirable, je dirais qu'il est vain de s'ingénier, pour montrer patte blanche, à proclamer que l'on s'écarte d'un « socialisme réel » puisqu'il n'est plus aujourd'hui qu'un épouvantail fantomatique. En revanche, il me semble nécessaire de s'en

prendre à l'ennemi bien réel qui sévit aujourd'hui : le capitalisme et le libéralisme qui en est le fer de lance.

WN : Restons encore dans le sillage immédiat de l'idée d'Utopie nécessaire. L'idée d'un revenu de base inconditionnel a été largement commentée et débattue et quelques expériences ont même été lancées, notamment en Finlande et au Kenya. Et, des candidats à la présidence, notamment aux USA et en France, ont repris cette idée avec quelques nuances, sans grand succès électoral jusqu'ici.

Souvent, des critiques sont émises à cette idée sur le fait qu'elle diminuerait la valeur du travail. Mais, plus fondamentalement, cette idée innovante et audacieuse n'est-elle pas trop « réaliste » en ce sens que si elle « corrige » quelque peu et mécaniquement les inégalités monétaires du capitalisme et plus spécifiquement du néolibéralisme, elle ne remet nullement en question la logique fondamentalement inégalitaire du système. Dans cet ordre d'idée, nous aurions un manque d'attractivité (électoral) du revenu de base inconditionnel pour les électeurs et, d'un autre côté, une réticence largement répandue de la part des politiques à mettre en place ce système redistributif qui s'éloigne de la « doxa » du néolibéralisme. Une équation impossible pour faire vivre cette idée dans la Cité ?

SD : À mon sens, le problème n'est pas de faire vivre l'idée d'un « revenu de base inconditionnel », encore appelé, pour la parer de ses plus beaux atours, l'« allocation universelle ». Le problème, c'est que cette idée y vit déjà ! Et quelle est reprise par à peu près tout qui, dans le lanterneau idéologico-politique, prétend réformer le capitalisme, c'est-à-dire le système le plus inégalitaire qui soit historiquement, en l'affublant de mécanismes qui réduiraient ces inégalités.

Selon moi, ce n'est rien d'autre qu'un hochet, un schibboleth par lequel on divertit tout qui rêve d'un monde meilleur sans tenir compte des rapports de forces à l'œuvre aujourd'hui. C'est une illusion petite-bourgeoise, petite-intellectuelle, égocentrique, égoïste, qui se présente comme une panacée à la crise économique, industrielle et sociale de notre monde.

Peut-être peut-elle paraître généreuse en avançant l'idée du « plus être et moins avoir ». Mais c'est oublier que cette idée, si elle a pu paraître juste, stimulante et émancipatrice, l'a été dans le cadre d'une société en pleine prospérité dans le troisième quart du XXe siècle, celle des Trente glorieuses et de son apogée avec les Golden Sixties. Aujourd'hui, dans un monde en contraction, en crise profonde, cette idée du « plus être et moins avoir », pour des masses de plus en plus larges, ne peut prendre la forme que d'un « moins avoir pour moins être ».

Cette idée de revenu universel est, de fait, une idée néolibérale qui est parvenue à séduire des franges toujours plus importantes de ce que l'on appelle « la gauche ». Elle revêt aujourd'hui les habits fringants de l'utopie et est incontestablement au faite de la mode, très « tendance » chez des intellectuels déconnectés des réalités que vivent les masses. Elle n'est cependant rien d'autre qu'un habillage de l'exploitation capitaliste, rien d'autre qu'une manière bien réelle, mais à l'apparence avenante et bien lustrée, de détruire les dépenses sociales et les revenus de remplacement qui aident à survivre, tout en prétendant les remplacer par un dispositif aussi rutilant qu'il est chétif.

Emplâtre pour les fractures du capitalisme, le revenu universel ne vise qu'à débarasser les États du souci d'avoir encore jamais à se préoccuper des pauvres.

Loin d'être une utopie, s'il devait être mis en œuvre, il prendrait la voie opposée, celle de la dystopie. Ce qui, de fait, relève de l'utopie, c'est de croire que cette panacée néolibérale pourrait par surcroît apporter quelque bienfait social que ce soit.

WN : Nous ne sommes pas prêts à quitter l'utopie qui restera le fil rouge de notre entretien. Un peu d'histoire pour aller plus loin. Au XIV^e siècle, à Sienne, la Cité dirigée alors par des « Sages » est en proie à une crise sanitaire, financière, politique et alimentaire. La cité risquait clairement de basculer vers la tyrannie. Une commune fondée sur le bien commun était en train de vaciller.

Incapables d'endiguer ou même de nommer la crise qui sévit, les « Sages » s'en remettent à l'art pour imaginer voire pour conjurer la menace qui vient. La peinture commandée « Allégorie et effets du Bon et du Mauvais Gouvernement » fut réalisée par le peintre et l'un des maîtres de l'école siennoise du Trecento, Ambrogio Lorenzetti, en 1338-1339. Elle s'est dressée pour alerter. Toujours visible aujourd'hui à Sienne, cette fresque à la portée symbolique majeure ne cesse d'inspirer la pensée contemporaine.

Que vous inspire cette image politique du XIV^e siècle, au moment des replis identitaires, de la mise à mal de l'intérêt général ou de la crise écologique que nous connaissons aujourd'hui ?

SD : Ah ! l'« Allégorie du bon et du mauvais gouvernement » de Lorenzetti ! Comme on en parle aujourd'hui avec tant d'émotion, y décelant tous les bienfaits que notre société, celle où nous vivons, ne propose pas ! Comme tout est harmonieux, bien pensé ! Comme il y fait bon vivre ! Quel idéal de concorde, de prévention, d'unité de la Cité ! En voilà une œuvre, celle d'un artiste, qui touche à l'universel, transcendant son époque pour nous parler, aujourd'hui encore ! Incontestablement un chef-d'œuvre, par les techniques mises en œuvre, par le thème aussi, si peu divin, et tellement humain. Un des tout grand moment de la « naissance de la Renaissance » ! Utopique aussi (puisque c'est ici le thème que l'on me propose), l'œuvre en est l'expression en ce qu'elle dit, non ce qui est, mais ce qui devrait être et serait souhaitable, tout comme elle montre en miroir ce qui ne devrait pas être et serait détestable.

Cependant, et c'est aussi le propre de toute utopie, aussi désireuse soit-elle de prôner un idéal, elle est toujours marquée à son corps défendant, « à l'insu de son plein gré », par les caractéristiques sociales, économiques, politiques, etc. de la société dans laquelle elle a été produite, et tout particulièrement par les valeurs des forces qui dominent cette société.

Ainsi, dans cette œuvre, derrière la beauté à vocation universelle de valeurs d'autant plus fortement exprimées qu'elles sont mises en opposition avec les valeurs inverses qui, tel un spectre blafard, planent sur Sienne, de valeurs toutes épurées qui renforcent leur apparence d'universalité, celles de bonté, probité, justice, plénitude, stabilité, prospérité et bonheur, équilibre social et égalité même, ne retrouve-t-on pas des particularités bien concrètes qui s'y sont insinuées et sont celles des

conceptions que nourrit la bourgeoisie naissante de la fin du XIIIe et du début du XIVe siècle toscan ?

Qui y dirige la Cité ? Qui y met en œuvre ces belles valeurs ? Le « gouvernement des Neuf », tiré au sort, oui. Mais qui sont ces citoyens susceptibles d'être tirés au sort pour gouverner ? La classe moyenne supérieure aisée : la bourgeoisie ! Non pas l'aristocratie qui jusque-là dominait la société, d'accord. Mais moins encore les masses travailleuses de la ville et des champs. Quant aux femmes, pour qui voudrait y voir un modèle pour le gouvernement idéal de nos jours – mais c'est vrai qu'il faudra attendre quelque six siècles pour que l'idée émerge qu'elles puissent s'occuper de politique – n'en parlons pas !

La justice. Oui, mais laquelle ? L'équilibre social. Mais lequel ? Et au profit de qui ? La pauvreté s'élève-t-elle au rang de la richesse et, même, mais inversement, la richesse s'abaisse-t-elle au niveau de la pauvreté ? Les pauvres n'y vivent pas comme les riches ni les riches comme les pauvres, tout de même ! Dans cette œuvre pionnière, l'utopie est celle de la bourgeoisie, des bourgeois, des riches bourgeois de la riche, très riche Sienne, non celle des pauvres. Cette différenciation sociale par la richesse, pourquoi est-elle invisibilisée ?

En fait, l'allégorie de Lorenzetti est profondément ancrée dans la société où elle a été produite. Elle est celle dont pouvait rêver une classe montante particulière, celle de la bourgeoisie confrontée, pour asseoir sa domination et ses profits commerciaux et marchands, aux affres de la société féodale dont elle voulait se libérer. En ce sens, elle n'est rien d'autre qu'une utopie bourgeoise, certes progressiste en son temps puisque la bourgeoisie avait alors l'avenir devant elle, mais une utopie de riches.

Elle n'est donc certainement pas une utopie universelle, comme on aime souvent la présenter.

En fait, aucune utopie n'est universelle : toutes sont modelées par les réalités sociales et historiques dont elles prétendent toutes vouloir s'extirper et en colportent une bonne partie des valeurs. La justice, la prospérité, l'équilibre social, cette conception de l'égalité idéale prônée dans l'inégalité réelle entre les classes et catégories sociales, toutes ces valeurs, toutes ces idées sont celles que nourrit la jeune bourgeoisie du début du Trecento, elles en ont la forme, la couleur, la résonance.

WN : Quelle serait la responsabilité des artistes aujourd'hui, selon vous ?

SD : Un artiste doit s'exprimer, enchanter la vie, la questionner, nous questionner, donner à voir, à entendre, à frémir, nous toucher, nous émouvoir, nous bouleverser. Il le fait en puisant dans ce qu'il est, ce qu'il sent, ressent, désire et désire exprimer. Les artistes sont dans l'extraversion : ils se réalisent en donnant au public ce qu'ils considèrent comme le meilleur d'eux-mêmes, dans l'effort et dans le plaisir tout à la fois. Ils aident chacune et chacun de nous à nous retrouver dans ce qu'ils proposent.

En ce sens, ils ont effectivement une responsabilité sociale. Celle de voir les choses de la vie et du monde autrement qu'au travers des lunettes étreiquées du présent, des pesanteurs de la pensée dominante, des structures sociales. Leur responsabilité est une responsabilité critique. Celle de transcrire la réalité et de la transformer. La transcrire pour aider à la transformer. Proposer, suggérer. C'est-à-dire aussi s'engager, défendre des causes. Et en cela aussi, pour moi, au-delà de la maîtrise de leur art, nous avons aussi à les juger, du point de vue de leur engagement social, idéologique, politique. Est-ce iconoclaste de dire cela ? Apprécier ce qui nous parle, c'est apprécier ceux qui nous parlent, avec lesquels nous sommes en phase. L'artiste doit prendre parti, tout autant que le public auquel il s'adresse, tout autant que tout un chacun.

Pour être un artiste, il faut connaître les règles de son art, c'est là une évidence. Mais pour être un « grand » artiste, il s'agit, connaissant les règles de son art, quand il le désire, de les transgresser. De les transformer, d'en changer le cadre.

De même, pour exprimer sa manière de ressentir la réalité de sa société, un artiste doit en connaître les règles, les manières de fonctionner, les ressorts. Mais un grand artiste, connaissant les règles de celles-ci, ses manières de fonctionner, ses ressorts (ceux d'un monde insatisfaisant, inégalitaire, fait de tant d'injustices, d'exploitation, d'oppression, d'humiliation, de guerres de riches dans lesquelles se massacrent les pauvres, etc.) doit de même désirer transformer ces règles sociales, en changer le cadre. Proposer, si l'on veut, puisque c'est ici le thème de cet interview, une utopie, un objectif sur l'horizon, atteignable ou non – là n'est pas la question – mais qui aide l'humanité à progresser.

WN : « Siphonner les esprits », que vous inspire cette curieuse expression dont nous refusons de donner une quelconque définition, laissant la libre interprétation comme seul critère valable ?

SD : Effectivement curieux comme expression ! Si l'on prend « siphonner » dans son sens premier, celui d'aspirer le contenu d'un contenant, je la verrais plus du côté de ce que l'on appelle un lavage de cerveau. Je me réjouis que la revue Why... not ! s'inscrive quant à elle dans la logique diamétralement inverse : faire réfléchir, aider à penser, « libérer les esprits », en l'occurrence, les libérer du vase dans lequel on les enferme, dans le sens de les faire sortir du récipient dans lequel ils macèrent, les aider à s'échapper du cadre dans lequel ils sont formatés, du jus poisseux de l'idéologie mainstream dans laquelle ils baignent, pour leur laisser goûter la saveur de l'air pur de la liberté, et tant d'autres saveurs.